

COMMUNIQUÉ : UN PROJET DE LOI DE FINANCE QUI SACRIFIE ENCORE UNE FOIS LA JEUNESSE : NE PAS VOTER LA CENSURE, C'EST SUPPRIMER LES APL À 300 000 ÉTUDIANT·ES !

14 octobre 2025

Rien ne change ! Alors que Sébastien Lecornu est renommé Premier Ministre par Emmanuel Macron, la politique annoncée ne promet aux étudiant·es que la précarité. Si le gouvernement prétend investir dans la recherche et l'enseignement supérieur, le PLF 2026 ne fait que prolonger la logique de restriction des dépenses publiques, au détriment des services essentiels et de la jeunesse.

Sur les retraites, nous affirmons que la suspension est un cache-misère dangereux : elle peut être levée à tout moment, et ne garantit aucun retrait effectif. L'Union Étudiante réaffirme que seule l'abrogation complète de toute réforme portant atteinte aux retraites protège la jeunesse d'un effondrement du modèle social.

La mission interministérielle « Recherche et Enseignement Supérieur » (MIREs) affiche un budget global de 31,47 milliards d'euros, mais cette somme masque une réalité : la majorité des crédits sont absorbés par les dispositifs déjà existants et la compensation des hausses de cotisations patronales des employeurs publics. Pire encore, malgré cette hausse, ce sont de nombreuses coupes budgétaires qui sont prévues sur le dos des étudiant·es !

Le gouvernement met en avant la revalorisation salariale des jeunes chercheurs et chercheuses, ou la poursuite des chaires de professeur·es juniors, mais ces mesures ciblées ne répondent pas aux besoins massifs des universités, des laboratoires et des étudiant·es. La précarité dans l'ESR s'aggrave, tandis que les contrats doctoraux restent sous-financés et les personnels en CDD précaires deviennent monnaie courante.

Face à l'inflation et à la montée de la précarité étudiante, l'État choisit de maintenir une politique fiscale injuste : les allègements pour les entreprises et les niches fiscales, comme le Crédit Impôt Recherche (CIR), sont reconduits, tandis que les aides sociales stagnent. Cela révèle un choix clair : subventionner la recherche privée au détriment de la recherche publique, sans transparence ni contrôle.

Le gouvernement prévoit dans ce PLF 2026 de restreindre les APL pour les étudiant·es extracommunautaires (hors UE) non boursier·es. Ce n'était pas déjà suffisant de leur imposer, à travers "plan Bienvenue en France" des frais d'inscriptions s'élevant jusqu'à 16

fois plus que pour leurs homologues européen·nes, le gouvernement veut désormais les mettre à la rue.

Alors que, dans les années récentes, le nombre d'étudiant·es bénéficiaires des APL est passé de 900 612 (34 %) à 730 000 (25 %) en 2024, cette réforme serait une nouvelle coupe brutale dans l'aide au logement étudiant. L'Union Étudiante alerte sur cette proposition raciste qui promeut la préférence nationale : ce sont près de 300 000 étudiant·es qui se retrouveront sans APL !

Étant exclu·es du système de bourses, ces étudiant·es sont très souvent obligé·es de se salarier. Or, 22% des étudiant·es étranger·es exercent une activité très concurrente à leurs études, plus de 20h par semaine et pendant 6 mois ou plus dans l'année [chiffres issus du dossier de rentrée 2025 de l'Union Étudiante]. La suppression des APL pour ces étudiant·es les empêcherait concrètement de subvenir à leurs besoins et de se loger, accentuant les situations de sans-abrisme étudiant.

En bref, ce PLF prévoit très clairement de jeter les étudiant·es extracommunautaires dans la rue, sans aide au logement et alors que la précarité n'a jamais été aussi forte: qu'à cela ne tienne : les étudiant·es seront bel et bien dans la rue, mais pour refuser ce projet qui est une véritable déclaration de guerre !

Toustes celles et ceux qui ne voteraient pas la censure accepteraient donc de cautionner la survie de la politique ultra minoritaire de Macron, qui n'aura été pour les étudiant·es que austéritaire et autoritaire, en huit longues années.

Nous exigeons :

Un revenu d'autonomie à hauteur du seuil de pauvreté ;

Le maintien des APL pour tous·tes et l'augmentation de leurs montants ;

La gratuité réelle de l'enseignement supérieur, pour toutes les étudiant·es sans distinction ni sociale ni géographique ;

Le retrait du Crédit Impôt Recherche et une augmentation et réorientation des dépenses fiscales vers la recherche publique ;

L'abrogation des réformes des retraites et le financement des services publics par une fiscalité de justice sociale.

C'est une question de choix politique : accepter ce PLF, c'est choisir de sacrifier la jeunesse. Face à la guerre sociale et raciste menée par Macron contre les étudiant·es, il n'y a qu'une seule réponse : nous devons nous mobiliser pour l'en empêcher et pour les dégager lui et ses alliés !